

# QUESTIONS/RÉPONSES



## LA HAUSSE DU SALAIRE MINIMUM À 15\$/H



### Y AURA-T-IL UNE AUGMENTATION DES COÛTS DES BIENS ET DES SERVICES ?

L'augmentation des salaires a un impact minime sur le coût des biens et des services. Pourtant, on entend la menace d'une flambée immédiate et brutale des prix chaque fois qu'il est question de hausser le salaire des employés au bas de l'échelle.

La hausse du coût des matières premières, comme le pétrole, ou celle du coût des produits importés a des impacts beaucoup plus significatifs sur notre pouvoir d'achat.

Par exemple, la hausse du prix des aliments au Québec a été presque deux fois plus élevée en 2015 que l'augmentation du salaire moyen. Selon le Food Institute, le prix du panier d'épicerie risque d'augmenter de 350\$ en 2016. Cela se produira même si aucune hausse majeure de salaire n'est envisagée dans le secteur de l'alimentation.

### LES GRANDS PATRONS VONT-ILS REFLER LA FACTURE D'UNE HAUSSE DE SALAIRE AUX CONSOUMATEURS ?

Il est plus tentant pour un patron de hausser ses prix que de couper dans ses profits. Lorsque cela se produit, la hausse des coûts n'est ni immédiate ni brutale.

En 1999, une étude effectuée aux États-Unis a révélé qu'une augmentation de 1\$ au salaire minimum des employés de McDonald ajouterait 0,02\$ au coût d'un hamburger. Dans certains magasins Walmart, l'augmentation du salaire minimum des employés à 12,50\$ ne s'est pas répercutée sur les prix. Si cette hausse avait été transmise aux consommateurs, le coût d'une séance de magasinage aurait augmenté de 1,1%.

### L'INFLATION NE VA-T-ELLE PAS ANNULER LES EFFETS D'UNE HAUSSE DE SALAIRE ?

Notre pouvoir d'achat est sans cesse menacé par l'inflation (perte du pouvoir d'achat de la monnaie canadienne), peu importe si les salaires augmentent ou non. En plus de se battre pour hausser le salaire minimum, il est essentiel de réclamer son indexation automatique au coût de la vie. De cette manière, il est possible de maintenir un pouvoir d'achat au-dessus du seuil de pauvreté pour tout le monde.

### LES BAS SALARIÉS NE SONT-ILS PAS DES ÉTUDIANTS QUI TRAVAILLENT À TEMPS PARTIEL POUR GAGNER DE L'ARGENT DE POCHE ?

Selon l'ISQ, la moitié des employés au salaire minimum travaillent à temps plein et ne sont pas aux études. De ce nombre, le 2/3 a plus de 25 ans. La même proportion est constituée de femmes et 10% ont plus de 55 ans.

Pour ces personnes, le travail au salaire minimum n'est pas une réalité passagère. Elles dépendent de leur emploi pour survivre. Chaque année, cette situation se traduit par une augmentation des demandes aux banques alimentaires venant de ménages ayant au moins un emploi. En 2014, il s'agit d'une demande sur dix.

Les emplois faiblement rémunérés dans le secteur de la restauration rapide, par exemple, offrent peu de perspectives de promotion ou d'avancement. La plupart des employés à bas salaire ne sont pas en mesure de se qualifier pour des emplois mieux rémunérés.

### POURQUOI NE PAS TERMINER SES ÉTUDES AFIN DE SE GARANTIR UN MEILLEUR EMPLOI ?

Ce qui est garanti pour la majorité des étudiants, c'est s'endetter.

Les frais de scolarité élevés et la diminution des bourses étudiantes poussent 70 % des étudiants canadiens à s'endetter. Les diplômés de 1er cycle universitaire terminent leur formation avec une dette moyenne de 14 000 \$. La plupart mettent 10 ans à rembourser leurs dettes.

Le trois quarts des étudiants travaillent à temps partiel durant l'année scolaire pour subvenir à leurs besoins. Ceux et celles qui travaillent au salaire minimum doivent le faire deux fois plus longtemps qu'il y a 40 ans pour payer leurs études.

De plus, les employés au salaire minimum sont plus instruits que jamais. L'IRIS signale que la moitié des bas salariés qui ne sont pas aux études possèdent un diplôme d'études postsecondaires.

# LES FAITS

Plus de **450 000** personnes gagnent un bas salaire (salaire minimum ou presque) au Québec.

Salaire minimum : **10,75\$/h**  
(9,20\$/h pour salariés aux pourboires)

Une personne qui travaille 40h/semaine à 10,55\$ gagne un salaire 10 % **inférieur au seuil de faible revenu** de Statistique Canada (24 328\$/an).

Source : Institut de la Statistique du Québec (ISQ), CNESST

## IMPLIQUEZ-VOUS !

**NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE IMPLICATION.  
CONTACTEZ-NOUS POUR REJOINDRE CETTE  
CAMPAGNE HISTORIQUE !**

**SIGNEZ LA PÉTITION: 15PLUS.ORG/PETITION/**

**ET AIDEZ-NOUS À FINANCER LA LUTTE  
POUR LE 15\$/H!**



**INFORMATION**

**15PLUS.ORG  
INFO@15PLUS.ORG**

**C.P. 32207, SUCC. SAINT-ANDRÉ, MONTRÉAL, QC, H2L 4Y5**

## LES ENTREPRISES PEUVENT-ELLES SE PERMETTRE DE PAYER LEURS EMPLOYÉS 15\$/H?

Starbucks, McDonald, Dollarama et la majorité des autres grandes compagnies affichent des profits records et versent de généreux salaires et bonus à leurs PDG.

En 2014, les 100 PDG les mieux rémunérés du Canada ont gagné le salaire moyen annuel d'un Canadien en une journée et demie. Le PDG de Couche-Tard, Alain Bouchard, gagne 2 320\$/h tandis que la plupart de ses employés travaillent au salaire minimum.

Chaque travailleur et travailleuse mérite un salaire décent. Personne ne devrait avoir à vivre dans la pauvreté en travaillant à temps plein. Nos sociétés n'ont jamais été aussi riches. Il n'y a aucun doute qu'on a les moyens de garantir un niveau de vie décent pour tout le monde.

## QU'EN EST-IL DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) QUI NE PEUVENT PAS SE PERMETTRE UNE HAUSSE DU SALAIRE MINIMUM À 15\$/H?

Les salariés de PME méritent aussi un salaire décent. Les patrons de PME pâtissent également de la compétition impitoyable des grandes corporations.

Le gouvernement devrait taxer ces grandes entreprises afin d'offrir des subventions aux PME qui font la démonstration, chiffre à l'appui, de leur incapacité de payer leurs employés au moins 15\$/h. Une telle politique serait plus avantageuse pour la majorité de la population que les allègements fiscaux et les milliards de dollars offerts en cadeaux aux multinationales comme Bombardier.

L'augmentation du salaire minimum améliore le pouvoir d'achat des bas salariés. Quand ces personnes peuvent consommer davantage, l'économie locale est stimulée. Au bout du compte, ces hausses bénéficient aux PME.

## UNE HAUSSE DU SALAIRE MINIMUM ENTRAÎNERA-T-ELLE DES PERTES D'EMPLOIS ?

Les études concernant les récentes augmentations du salaire minimum aux États-Unis montrent que le scénario catastrophe des pertes d'emplois ne s'est pas réalisé.

Les pertes d'emplois massives des dernières années n'ont pas été causées par les bas salaires. Elles découlent des répercussions de la crise économique de 2008 engendrée par les spéculateurs de Wall Street et les politiques avides des banques et des multinationales.

Près de 614 000 personnes sont sans emploi ou sous employées au Québec, soit 14 % de la population active. Les Canadiens n'ont jamais été aussi endettés. Pour chaque dollar dépensé, ils doivent 1,63\$.

Payer des centaines de milliers de personnes aux moins 15\$/h leur permettrait de consommer davantage. Ces dépenses de consommation ont un impact beaucoup plus grand sur la croissance économique et la création d'emplois que l'argent donné aux multinationales et aux banques.

Cela dit, même si les travailleurs et les travailleuses réussissent à obtenir des augmentations de salaire, les entreprises essaieront de récupérer cet argent par d'autres moyens.

## LES COMPAGNIES NE SERONT-ELLES PAS TENTÉES DE DÉMÉNAGER AILLEURS ?

Les grands patrons utilisent différentes menaces pour contrer les hausses de salaire : mécaniser la production pour supprimer des emplois, engager des sous-traitants ou encore déménager leurs commerces.

Or, la plupart des employés à salaire modique occupent des emplois qui sont difficiles à délocaliser. Ces personnes réalisent leur travail sur place : cuisine et service de restauration, hôtellerie, caisse, soins de santé, etc. Le marché d'un Starbucks ou les résidents d'un centre pour personnes âgées ne se trouvent pas au milieu d'une zone franche, mais bel et bien ici. La plupart des emplois pouvant être délocalisés l'ont déjà été. C'est le cas de ceux du secteur du textile, par exemple.

En définitive, la seule manière d'arrêter la dégradation de nos conditions de vie consiste à lutter pour les améliorer, autant ici qu'ailleurs.